

Argentine

La crise actuelle du mode de développement argentin

*Julio Cesar NEFFA **

Les événements qui se déroulent depuis quelques mois en Argentine marquent l'effondrement d'un modèle de politique économique mis en place au début des années 1990. Ils ne peuvent donc être analysés qu'à la lumière des choix adoptés depuis dix ans et des contradictions qu'ils ont engendrées de manière cumulative. La crise actuelle provoque une remise en cause profonde mais incertaine de la stratégie des acteurs politiques, économiques et sociaux.

La crise de 1989-90 : l'hyperinflation

Vers la fin du gouvernement du parti radical (1983-89), sous la présidence de Raoul Alfonsín, la crise économique, sociale et politique (engendrée par les échecs successifs de la politique économique déterminés par le poids de la dette externe, un contexte international défavorable, la réduction de la demande interne à cause de l'inflation, la réduction des salaires réels et la répartition régressive de la richesse), a débouché sur les dévaluations vis-à-vis du dollar, la réduction du

PIB, les grèves générales revendicatives, les troubles sociaux et les pillages systématiques aussi bien des hypermarchés que des petits commerces de la part des chômeurs et des secteurs appauvris de la population, la répression avec un solde de plusieurs morts et beaucoup de blessés et l'hyper-inflation, phénomène qui a traumatisé depuis cette date toutes les couches de la population et est restée vivante dans l'imaginaire collectif.

La convertibilité

La démission imprévue du président Alfonsín, six mois avant la fin de son mandat, a obligé le nouveau président élu par une large majorité des voix, Carlos S. Menem, à anticiper son temps et devenir président de la République avec l'appui du parti justicialiste (péoniste), des partis provinciaux (de centre-droite modérée) et des partis représentant la droite économique. Mais les mesures de politique économique adoptées pendant toute la période 1989-1999 ont été en contradiction avec les propositions péonistes

tra
di-
tio

* Directeur du CEIL (Centro de Estudios e Investigaciones Laborales), Buenos-Aires.

ARGENTINE

nelles (nationalisme économique, interventionnisme étatique, planification économique et promotion des droits et rémunérations des salariés). La nouvelle équipe économique était issue d'abord des managers des grands groupes économiques de capital national et par la suite d'une fondation de recherche (l'IEERAL) soutenue par des entrepreneurs de l'intérieur du pays et d'un centre de recherche (le CEMA) lié de manière organique à l'université de Chicago.

La pièce clé de cette politique a été un taux de change fixe, 1 peso = 1 dollar, déterminé par la loi de convertibilité, qui a été maintenu de manière rigide entre 1991 et la fin 2001. La Banque centrale a cessé d'être le dernier prêteur. Les autres mesures adoptées ont constitué un vrai système, avec sa propre logique ; elles sont fortement ajustées sur le « consensus de Washington » : privatisation de toutes les entreprises publiques, reconnaissance des libres forces du marché privé comme mécanisme le plus adapté pour adopter des décisions rationnelles, dérégulation de tous les marchés, sauf le marché du travail, réforme de l'Etat pour réduire sa capacité d'agir de manière directe sur l'économie, large ouverture du commerce extérieur avec réduction des droits de douane et des autres barrières à l'entrée, attraction des capitaux étrangers avec des taux de profits très élevés et en leur donnant des facilités pour entrer et sortir sans le contrôle préalable de la Banque centrale, réforme fiscale pour stimuler les investissements et les profits en augmentant la pression fiscale sur la consommation (TVA), transfert progressif des activités publiques de santé, éducation, loisir et logement vers le secteur privé, avec une sensible augmentation des prix, privatisation du système de la

sécurité sociale et constitution des fonds de pension contrôlés par des compagnies d'assurances (AFJP), alignement systématique sur la diplomatie, la politique économique et militaire des USA en contrepartie d'un appui au processus politique, économique et social conduit par le président Menem.

Ce modèle a fonctionné sans résultats « globalement négatifs » jusqu'à la crise mexicaine et sa dynamique a été basée sur l'entrée de gros montants de capitaux étrangers en provenance, d'une part, des investissements des entreprises transnationales nord-américaines et européennes attirées par des taux des profits très élevés dans les entreprises privatisées, la liberté des mouvements des capitaux et des règles stables de protection de la propriété privée et, d'autre part, sur des emprunts contractés auprès des institutions financières nationales et internationales.

Issue de la crise, l'implantation de ce modèle n'a pas rencontré de fortes oppositions internes, ni de la part des entrepreneurs ni de celle de la CGT, parce que la modernisation et l'efficacité des services introduites par les entreprises privatisées, le contrôle de l'inflation et la croissance économique (dont la moyenne a été très élevée jusqu'en 1998) ont permis aux entrepreneurs et aux couches moyennes une sensible amélioration de leurs revenus et conditions de vie. La création des nouveaux emplois dans le secteur tertiaire et des services, la consommation interne stimulée par la stabilité des prix et l'accès au crédit (en dollars) à des taux faibles et stables relativement au passé, ont été pendant cette période les facteurs dynamiques de la croissance.

Les conséquences économiques et sociales du modèle de la convertibilité

Ce modèle par sa nature et dans son fonctionnement a impliqué beaucoup de déséquilibres économiques qui ont provoqué la crise de l'année 2001. Parmi ces déséquilibres nous pouvons citer les suivants :

- forts taux internes d'intérêt réel pour les crédits, dus au taux de change fixe avec une monnaie qui s'est réévaluée pendant toute la décennie,

- croissance systématique de la dette externe aussi bien de la part de l'Etat (Fédération et provinces) que du secteur privé, notamment les entreprises étrangères pour des équipements,

- augmentation du déficit budgétaire de la nation et de la grande majorité des provinces, sans provoquer d'inflation et malgré l'augmentation de la pression fiscale,

- déficit de la balance commerciale malgré l'augmentation des exportations,

- concentration des entreprises de production des biens et des services et du secteur financier et oligopolisation de l'économie : une centaine des grands groupes économiques contrôlent les principales branches d'activité,

- fermeture d'un nombre important des petites et moyennes entreprises industrielles, en difficulté pour concurrencer les importations en provenance des pays à faible coût de main-d'œuvre dans le domaine des prix, de la qualité et de la variété,

- réduction du nombre des grosses entreprises et des institutions financières de capital national par achat, association et fusion de la part des entreprises transnationales, surtout dans le domaine des services,

- réduction absolue et relative du PIB du secteur industriel,

- coûts relatifs élevés de la force de travail entraînant la fermeture ou la reconversion des entreprises produisant des biens avec des technologies intensives en travail.

Les conséquences macro-économiques directes de tout ce processus ont été la récession économique ininterrompue depuis 1998 et jusqu'au début 2002 et le déséquilibre des comptes externes.

Le coût payé par les salariés et les chômeurs

Ce modèle a entraîné une re-régulation du marché du travail à travers une immense quantité de lois, décrets et résolutions qui ont engendré un autre type de rapport salarial :

- la flexibilisation de l'emploi (introduisant légalement la précarisation) accompagnée de l'interdiction des augmentations salariales,

- la désindexation du salaire minimum vis-à-vis de l'inflation,

- la diminution des salaires réels – malgré le faible taux d'inflation – compte tenu de la diminution des salaires nominaux moyens dans le secteur public (pour contrecarrer le fort déficit) et dans le privé pour augmenter la compétitivité-prix.

Le résultat global a été une répartition du revenu national fortement régressive (la part des salaires est descendue à son minimum historique, moins de 30 %).

D'une part, le chômage et le sous-emploi ont atteint des maximums historiques, engendrant un phénomène de chômage de masse et d'hystérésis. Au début de l'année 1995, le chômage est passé de 8 à 18 % et a partir de cette date s'est stabilisé entre 15 et 18 %, avec tendance à s'accroître dès la fin 2001. D'autre part, la répartition régressive du revenu salarial, le chômage et le sous-emploi massifs,

ARGENTINE

la précarisation de l'emploi et la nouvelle régulation salariale ont eu comme conséquence des indices statistiques très élevés de pauvreté et d'indigence.

Le modèle est accompagné par la corruption

Ce tableau doit être complété par la constatation d'une série de grosses affaires de corruption au plus haut niveau des trois pouvoirs de l'Etat national et de plusieurs provinces. Le niveau de ces actes n'était pas comparable à celui des petites « affaires » du passé et les médias l'ont révélé à toutes les couches de la population. Au fur et à mesure que devenaient plus graves la récession et la détérioration des salaires et des conditions de vie, étaient mis en question le prestige et la légitimité des responsables politiques et, par là même, celle des partis politiques traditionnels.

Le gouvernement de l'Alliance

Dans ce contexte, l'élection présidentielle qui a eu lieu en octobre 1999 a donné la victoire à un président issu de l'opposition, Fernando De la Rúa. C'était le fruit d'une alliance électorale fragile entre le vieux parti radical et un nouveau parti de centre gauche, le FREPASO.

Pendant deux années (décembre 1999-2001), le nouveau gouvernement n'a pas réussi à contrôler ni à gérer la lourde crise économique dont il avait hérité. Devant la récession, l'augmentation du déficit budgétaire, le mécontentement des organisations syndicales ouvrières et des petites et moyennes entreprises de capital national, l'augmentation des conflits sociaux dans les provinces les plus touchées par la crise, la croissance du service de la dette, les pressions des organismes

financiers internationaux comme le FMI pour introduire des « réformes structurelles » et un sévère ajustement, la politique de convertibilité et de taux de change fixe montre ses limites et son épuisement.

La dette externe totale, publique (nationale et provinciale) et privée a dépassé les 200 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de la moitié du PIB en 2001. Le déficit budgétaire a dépassé les 10 milliards, presque 3,5 % du PIB.

Les dépôts bancaires en dollars commencent à diminuer par peur anticipée d'une dévaluation. Les banques et les entreprises étrangères font des transferts de devises en direction de leurs sièges et des paradis fiscaux. On commence à parler de la possibilité de « dollarisation ». La politique économique n'a pas été adaptée à la profondeur ni à la nature de la crise, qui se déplace pour se concentrer aux niveaux monétaire, budgétaire et des relations économiques internationales.

Politiquement, l'alliance gouvernementale se détériore devant la récession, les conflits sociaux, des divisions internes et des scandales politiques ; plusieurs sénateurs justicialistes sont touchés par la corruption utilisée par des membres du gouvernement du parti radical pour faire passer une loi de flexibilisation du travail et le vice-président de la République démissionne provoquant un processus d'affaiblissement du gouvernement.

Domingo Cavallo, l'inspirateur de la convertibilité décidée par le président Menem en 1991, redevient ministre de l'Economie, poste qu'il avait abandonné en 1995. Mais il n'a plus ni la force ni la capacité d'influencer les acteurs économiques, notamment le secteur financier, où seule demeurait une grosse banque privée entre les mains de capitalistes nationaux.

La dernière EPH d'octobre 2001 (équivalent de l'enquête emploi en France) a montré la détérioration de tous les indicateurs du marché du travail au niveau de l'ensemble des agglomérations urbaines : le taux d'activité est descendu à 42,2 % (à cause des travailleurs découragés), le taux d'emploi a chuté à 34,5 % (comme résultat de l'augmentation du chômage) ; le taux de chômage ouvert monte à 18,3 % et le sous-emploi du point de vue du temps de travail est monté à 16,3 %. Les chômeurs plus les sous-employés ont atteint le pourcentage maximum historique depuis que l'EPH est réalisée : 35,6 % de la population active, c'est-à-dire environ 5 250 000 personnes.

Les économies régionales survivent dans la crise et se spécialisent dans la production des matières premières agricoles, hydrocarbures et minières parce que l'industrie a souffert de la récession et n'a pas pu concurrencer les importations. Même dans les provinces les plus industrialisées les fermetures d'usines se multiplient.

Le gouvernement, à l'initiative du ministre de l'Economie, demande pour deux années des pouvoirs spéciaux pour faire face à la crise, c'est-à-dire le pouvoir de prendre des mesures économiques par la voie de décrets de « nécessité et urgence », sans passer nécessairement par le Congrès.

Le maintien, malgré la crise, du taux de change fixe et de la convertibilité 1 peso = 1 dollar n'ont fait qu'aggraver la récession et accélérer les déséquilibres du commerce extérieur et la fuite des devises, devant l'impuissance de la Banque centrale.

Un nouveau mouvement social est né : le FRENAP (Front national contre la pauvreté) impulsé par la CTA, des in-

tellectuels et les partis de gauche, à la suite d'une marche à travers tout le pays organisée par la CTA, qui a réuni environ 2 500 000 signatures pour que le Congrès de la Nation examine une proposition pour faire face au chômage et à la pauvreté : assurance chômage, programme de formation, et aides aux familles pauvres avec des enfants. L'objectif était « d'engendrer un choc sur la répartition du revenu national ».

Dans ce cadre, les élections parlementaires de 2001 ont permis au parti justicialiste (divisé en plusieurs factions) de gagner la majorité dans les deux chambres, cohabitant avec un président issu du parti radical, phénomène inédit en Argentine.

L'explosion de la crise financière et la fin de la convertibilité

Le 30 juillet 2001, le Congrès décide une réduction de 13 % des retraites et pensions dépassant un certain seuil et des salaires dans le secteur public national entraînant des conflits avec les fonctionnaires, freinant l'activité de l'administration publique. Dès le mois d'août les consultants internationaux, Standard & Poor's, Moody's et autres, commencent à baisser la note de l'Argentine au vu des difficultés évidentes pour payer la dette (les bons du trésor) ce qui fait monter rapidement le risque pays et encourage la sortie massive des devises. En novembre, le gouvernement commence une opération internationale pour restructurer la dette externe et retarde le paiement des bons par manque de devises. Il décide sans beaucoup de préalables la bancarisation de toutes les rémunérations salariales (avec l'objectif d'éviter l'économie au noir, source d'évasion fiscale), et la possibilité d'utiliser la carte magnétique du

ARGENTINE

compte salaire pour faire des achats, avec une déduction sur la TVA.

Le mois de décembre 2001 a été plein d'aller-retours en matière de mesures de politique économique. Pour freiner la prévisible ruée vers les dépôts, qui aurait provoqué la faillite de la majorité des banques, le ministre de l'Economie décide d'imposer de fortes restrictions au montant des mouvements d'argent placés dans les dépôts à terme et dans les comptes épargne, aussi bien en pesos (convertibles à ce moment) qu'en dollars.

Les oppositions politiques de la part d'une fraction du parti radical et de la totalité du parti justicialiste, le rejet des mesures de la part des trois centrales syndicales, le mécontentement des épargnants privés de la liberté des mouvements financiers ont provoqué un nombre considérable de grèves, de manifestations publiques nourries par diverses couches de la population (surtout les couches moyennes et la petite bourgeoisie). Elles ont obligé le gouvernement à démissionner, provoquant une crise politique sans précédent.

Devant le risque d'une ruée vers les banques, le gouvernement établit le 3 décembre le *corralito* (l'enclos), qui implique de fait une expropriation des ressources : chaque personne ne peut pas retirer plus de 300 pesos (ou dollars à cette époque) par semaine ou 1 500 par mois de ses comptes. Cette limite a été flexibilisée par la suite en ce qui concerne les salaires pour amortir les pressions des intéressés. Le 5 décembre le gouvernement ne peut pas faire face au paiement de la dette et le ministre de l'Economie reconnaît l'existence d'un état de cessation de paiement. Le FMI interrompt la libération des fonds déjà engagés, provoquant la panique dans le secteur fi-

nancier. A l'initiative du MTA, les syndicats des trois centrales font une grève le 13 décembre, largement suivie, pour lutter contre le chômage, la pauvreté et obtenir la diminution des contraintes sur les mouvements des fonds des salariés. Il s'agit d'une des premières grèves unitaires. Ce même jour le FRENAPO lance une consultation populaire pour rassembler des signatures pour que le Congrès vote une loi contre le chômage et la pauvreté. Le 19 décembre, de nombreux hypermarchés et des petits commerces sont pris d'assaut par des masses de salariés privés de leur argent et de chômeurs, afin de se procurer de la nourriture. Ces mouvements spontanés ou conduits par les organisations locales de chômeurs et les « *piqueteros* » n'ont pas été contrôlés par les centrales syndicales. Des manifestants, issus des couches moyennes majoritairement, avec la présence inattendue des groupes d'extrême gauche organisent une manifestation sur la Plaza de Mayo avec des actions violentes. La répression policière décidée par le président fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Le gouvernement décrète l'état de siège pendant un mois. Ces événements ont provoqué environ 30 morts dans le pays et obligent le gouvernement à démissionner. Le président le suit le 20 décembre. La crise politique est aggravée par le fait que le vice-président avait déjà démissionné.

L'application des dispositifs de la Constitution nationale devant les cas d'acéphalie et les conflits émergents dans toutes les grandes villes du pays ont donné lieu à une situation inédite au niveau international : il y a eu cinq présidents (tous proposés par le parti justicialiste, vainqueur des élections législatives, et appuyés par la majorité de l'Alliance) dans une période de 7 jours, pleine de ma-

nifestations ! Finalement, Eduardo Duhalde, un des leaders du parti justicialiste de la province de Buenos Aires, ancien gouverneur et sénateur élu par une large majorité des voix, a été nommé presque à l'unanimité par les deux Chambres comme président, par interim, de la République pour la période allant de janvier 2001 jusqu'au mois de décembre 2003.

Les premiers signes d'un nouveau mode de développement

Les mesures adoptées par le gouvernement Duhalde dans la période janvier-février 2002 ont signifié la fin de la convertibilité et du modèle économique instauré en 1991 : la monnaie est dévaluée (le taux de change officiel est fixé à 1 dollar = 1,4 peso) ; le défaut de la dette publique est déclaré, avec la décision d'interrompre les remboursements pendant l'année 2002 ; les salaires du président et des autres membres du pouvoir exécutif ont été fortement réduits ; les restrictions sont renforcées pour les retraits de dépôts en devises d'un montant important dans les banques ; tous les dépôts en dollars sont « *pesificados* » (convertis obligatoirement en pesos au taux de 1 dollar = 1,4 peso). Comme il était prévisible, ces dernières mesures, notamment le « *corralito* » (qui avait été imposé par le président De la Rúa et maintenu par M. Duhalde) ont réveillé une forte et active opposition des épargnants de toutes les couches sociales ayant placé dans les banques plus de 3 000 dollars, donnant lieu à une nouvelle forme d'expression non violente : les « *cacerolazos* » (des bruits provoqués en permanence par la frappe des casseroles et d'autres ustensiles ménagers métalliques de la part de collectifs, tous âges et sexes confondus, se concertant à des

jours et heures fixes pour faire des *sit-in* dans ou devant les banques).

Devant les revendications des personnes et des firmes endettées en dollars auprès des institutions financières du pays, le gouvernement a fini par céder et toutes ces dettes ont été « *pesificadas* » au taux 1 peso = 1 dollar. Cela implique un formidable transfert des ressources vers le secteur privé qui, tôt ou tard, sera pris en charge par l'Etat et finalement couvert par les contribuables. Pour les dettes des personnes et des firmes en dollars envers des institutions financières localisées à l'étranger une négociation est entamée, et un transfert de même nature est envisagé par l'intermédiaire d'une assurance.

Le 6 mars dernier, devant l'impossibilité d'assurer la couverture des dépenses votées la veille dans le Budget 2002, voulant s'assurer 1,4 milliard de dollars de recettes complémentaires pour diminuer le déficit fiscal, et devant l'annonce de la visite d'une mission du FMI considérée comme décisive pour libérer des fonds bloqués depuis 2001 à cause du défaut, le gouvernement a généralisé le mécanisme des prélèvements bloqués sur les exportations réveillant de fortes critiques de tous les secteurs exportateurs et des personnalités politiques de pays où siègent les maisons mères. A cette date le tableau est le suivant : 20 % pour le pétrole ; 10 % pour tous les produits du secteur primaire, notamment agricoles ; 5 % pour les produits manufacturés et les dérivés du pétrole.

Les chambres patronales, sous l'impulsion des entreprises transnationales essayent de modifier cette décision provisoire, mais qui risque de durer longtemps, en menaçant d'augmenter les prix de leurs produits. La proposition alternative est de transférer cet apport volontaire aux ONG, à des institutions caritatives

ARGENTINE

comme Caritas, pour s'assurer que la plus grande part de ces fonds arrivent aux pauvres et aux chômeurs au lieu d'augmenter les dépenses de l'Etat.

La transformation du rapport salarial

Le président par interim a nommé ministre du Travail un ancien dirigeant du syndicat des employés municipaux, Alfredo Atanasof (adhérent à la CGT « officielle ») et ministre de la Production l'ancien président de l'Union industrielle argentine (UIA), M. de Mendiguren. Fidèle à l'idéologie péroniste il a annoncé sa volonté « de créer les bases d'un nouveau modèle qui soit capable de restaurer la production, le travail des Argentins, le marché interne, et de promouvoir une plus juste répartition du revenu national » (1/1/2002). Les autorités de la CGT officielle ont manifesté leur accord avec cette proposition et demandé « l'initiation d'un processus de dialogue pour arriver à un grand accord national permettant la sortie de crise ». Son secrétaire général, M. Daer, proclame : « Nous allons appuyer ce gouvernement ou n'importe quel autre face aux pressions des grands groupes économiques prétendant que le président soit un gestionnaire de leurs intérêts ». Pour sa part, le secrétaire général du MTA, M. Moyano, manifeste que sa centrale est dans l'expectative : « Nous sommes partisans d'un gouvernement qui essaie de faire une chose différente de ce qui a été fait jusqu'alors. Mais en plus, nous sommes péronistes ». Par contre, M. De Genaro, le secrétaire général de la CTA, propose « d'agir par l'intermédiaire du FRENAPPO afin d'essayer de résoudre la crise économique pour en finir avec les foyers pauvres, avec la mort prématurée des enfants par malnutrition, et promouvoir la réactivation du marché intérieur ».

L'Eglise catholique avec l'appui du représentant résident des Nations unies en Argentine et des ONG a lancé une consultation nationale du dialogue social pour analyser la situation et faire des propositions, créant une conscience de la profondeur de la crise. La CGT et le MTA sont intervenus dans ces réunions, tandis que la CTA a décidé de ne pas y participer estimant que le lieu pour établir un tel accord socio-productif était le Parlement. Les trois centrales ont demandé la convocation du conseil du salaire minimum vital et mobile (en sommeil depuis presque une décennie) pour ajuster le montant compte tenu de l'inflation et pour que le gouvernement interdise les licenciements pendant la durée de la crise. Un décret dans ce sens a été adopté pour interdire les licenciements injustifiés pendant 6 mois, fortement critiqué par toutes les organisations patronales.

Les salariés sont déjà touchés par les licenciements compte tenu de la fermeture et de la réduction du volume de production des entreprises avec ses implications sur l'accroissement du chômage, de la précarisation, la diminution des salaires nominaux pour toutes les catégories socio-professionnelles (dans le secteur public cette diminution a été fixée par le président De la Rúa à 13 % et les nouvelles autorités l'ont confirmée) et la chute du salaire réel à cause de l'inflation qui revient sur scène, après presque une décennie de taux nuls ou même de déflation.

Les chômeurs, et notamment ceux qui ont été l'objet d'une politique publique d'emploi (sous la forme d'aides et de programmes temporaires d'emploi) se sont organisés de diverses manières et sont devenus des vrais acteurs sociaux. L'idéologie qui les inspire pour revendiquer des aides (les « plans travailler ») est nette-

ment « de gauche » et les articule organiquement avec des partis socialistes « ouvriers » ou des mouvements proches du maoïsme et du trotskisme. Une de ces organisations fait même partie d'une centrale syndicale, la CTA. Comme moyen de lutte ils utilisent les longues marches à pied (de plusieurs jours) où des milliers de militants débouchent sur la Plaza de Mayo, les coupures des routes, les occupations des bâtiments publics, et les *sit-in* devant les domiciles des entrepreneurs et des hommes politiques mis en cause. C'est seulement pour faire face à la répression de la police et de la gendarmerie qu'ils recourent à la violence.

La qualité de vie des Argentins ne cesse de se détériorer, notamment depuis le milieu de la dernière décennie. Ces derniers mois cela s'est accentué : les grèves ouvertes et les grèves du zèle des fonctionnaires publics menacés de licenciement et frappés par la réduction des salaires, les retards pour toutes les démarches obligeant les usagers à gaspiller beaucoup de temps, les salaires des fonctionnaires provinciaux payés en bons (une sorte de troisième monnaie, après le dollar et le peso) dont l'acceptation par les commerçants du quartier n'est pas toujours acquise, les fréquentes coupures de routes et rues pendant un temps prolongé qui empêchent de respecter les horaires de travail, le manque d'information dont souffrent les employés des banques qui oblige les usagers à faire de longues queues pour des démarches simples. A cause de cela, la tension, la mauvaise humeur, les conflits entre usagers, les menaces et la violence envers les fonctionnaires et employés de banque se sont généralisés.

Les couches moyennes sont devenues des acteurs dans les mobilisations popu-

laires au niveau local et du quartier. Très fréquemment leurs membres ont été pris comme otages des banques sans pouvoir disposer de leur épargne. Elles ont été frappées par le chômage qui s'installe dans le secteur tertiaire et les services, et sont appauvries par la diminution des salaires nominaux et le début du processus inflationniste. Très souvent leurs membres salariés ne font pas partie des syndicats, rejetant la proximité avec le péronisme dans ses diverses orientations ainsi que les formes de gestion des organisations syndicales. Une forte prise de conscience des dimensions de la crise les pousse à agir sous la forme d'assemblées au niveau du quartier, la participation dans les *sit-in* auprès des banques et des hommes politiques discrédités ; leur présence est décisive dans les « *cacerolazos* », mais il s'agit de mouvements dépolitisés. L'un de leurs mots d'ordre est : « qu'ils s'en aillent, tous ».

Les positions des centrales syndicales ouvrières devant la crise et ses conséquences

Depuis de longues années, et contrairement à une longue tradition d'unité (formelle) syndicale, trois centrales coexistent.

La CGT nommée « officielle » qui réunit la majorité des syndicats, d'inspiration péroniste orthodoxe, est fortement liée au parti justicialiste. Elle se caractérise par son attitude favorable au dialogue et à la négociation envers les gouvernements. Cette liaison l'a empêchée de s'affronter au gouvernement Menem ; elle a critiqué les mesures anti-populaires, mais sans questionner sur le fond le modèle.

Une fraction de la CGT nommée MTA (Movimiento de Trabajadores Argentinos), fortement revendicative et

ARGENTINE

contestataire, proche du parti justicialiste mais jalouse de son indépendance et avec une capacité certaine de mobilisation, est dirigée par les responsables des syndicats du transport et des conducteurs de camions. A cause de cela elle joue un rôle décisif lors des grèves par son impact non négligeable sur le transport urbain. Le MTA a critiqué non seulement les mesures mais aussi le modèle, sans proposer néanmoins d'alternatives d'ensemble.

La CTA (Confédération des travailleurs argentins) réunit un nombre considérable de syndicats du secteur public, aussi bien nationaux que provinciaux. (Mais les syndicats des employés municipaux, qui ont beaucoup d'adhérents, font partie de la CGT « officielle »). Issue du mouvement syndical d'inspiration chrétienne, elle est structurée autour du syndicat ATE (Association des travailleurs de l'Etat) et de la CTERA (Centrale des travailleurs de l'éducation de la République argentine). Elle se différencie beaucoup des deux autres. D'abord elle n'est pas reconnue au même titre que la CGT et le MTA par le ministère du Travail, compte tenu du moindre nombre d'adhérents. Son idéologie part de l'existence de classes sociales antagonistes et de l'action de l'impérialisme. Elle est fortement critique de l'attitude négociatrice et dialoguiste des autres centrales envers les patrons et le gouvernement, des modes de gestion des ressources des adhérents et du manque de démocratie interne. Sans avoir proprement un projet global ou un modèle alternatif, elle a formulé une série de projets cohérents – mais difficiles à appliquer – pour faire face au chômage (une allocation pour les chefs de famille sans emploi, majorée selon le nombre d'enfants au titre d'assurance et pour faciliter la formation ou reconversion profession-

nelle) et à la pauvreté (une allocation universelle du type RMI). Sa capacité de mobilisation est relativement la plus forte des trois centrales, en termes absolus et par rapport au nombre d'adhérents. Une des plus importantes organisations de chômeurs (« *los piqueteros* ») fait partie de la CTA. Elle est très respectée par les partis traditionnels et largement appuyée par les partis de gauche et de centre gauche.

Les chômeurs et anciens bénéficiaires des politiques sociales d'emploi se sont organisés d'une façon très efficace, sous l'impulsion de la CTA et des partis ou mouvements de gauche. Ils se caractérisent par leur capacité et disponibilité pour les mobilisations de masse, les concentrations, les coupures de routes, les *sit-in* devant les institutions publiques, et les marches qui durent plusieurs jours, réunissant d'anciens militants syndicaux, politiques et des communautés de base de l'Eglise catholique.

Tandis que les « casseroliers » manifestent et font des assemblées autogérées sur la Plaza de Mayo, sur les places et carrefours des quartiers résidentiels et dans les quartiers des classes moyennes sans réunir un grand nombre de personnes, les « *piqueteros* » le font de manière massive dans la rue. Les premiers demandent la fin du *corralito*, afin de pouvoir accéder à leurs épargnes en dollars et un contrôle sévère de la corruption, tandis que les *piqueteros* demandent du travail ou plus spécifiquement des plans *Trabajar* (une sorte de CES ou de TUC, avec une faible rémunération, mais moins organisés) et de la nourriture : *Pan y Trabajo*.

Les casseroliers commencent à être courtisés par les dirigeants des partis politiques de gauche tandis que les autres partis provoquent un rejet très net. Les

piqueteros par contre, ont de la sympathie envers les partis de gauche avec lesquels les liens se sont renforcés ces derniers temps.

La CGT officielle et le MTA ne participent pas à ces deux types de manifestations. S'agissant des casseroliers – réunis au nom de la critique des partis politiques et notamment des ministres des gouvernements Menem et De la Rúa les considérant comme ineptes et corrompus – ils les perçoivent comme un secteur social étranger aux travailleurs et même antagoniste. Par leur niveau de ressources et leurs conditions de vie, ils sont loin des *piqueteros*.

La CTA considère les casseroliers comme une expression des classes moyennes qui prennent conscience de la crise. Des luttes revendicatives communes avec les salariés lui semblent possibles sur certains points ; les *piqueteros* ont même essayé de faire converger leurs manifestations (« un même combat ») sans les confondre.

Gagnants et perdants

Qui sont les gagnants ...

Les gagnants des premiers mois du nouveau mode de développement sont tout d'abord les débiteurs (gros et petits) des crédits en dollars contractés envers les institutions financières localisées en Argentine. Mais, devant les critiques de l'opinion publique, un coefficient d'indexation sera appliqué aux dettes selon l'indice des prix en plus d'un taux d'intérêt régulé par le ministère de l'Economie. Il faut se rappeler que le taux de change officiel est fixé à 1 = 1,40 et que sur le marché libre, le dollar flotte à un taux voisin de 2,00-2,2 pesos par dollar.

Les exportateurs se trouvent, eux aussi, parmi les gagnants parce qu'ils pourront échanger les dollars acquis par le commerce sur le marché libre, c'est-à-dire à 2,00 pesos ou plus selon l'évolution de la devise et au moment de leur choix. A la date d'écriture de cet article (début mars 2002), seuls le pétrole brut et ses dérivés sont taxés à 20 % de leur prix à l'exportation mais les entreprises étrangères ont reporté ce prélèvement sur les prix intérieurs.

... et qui sont les perdants ?

Jusqu'à ce jour les perdants sont, tout d'abord, tous les épargnants en dollars, les petits et les grands, les publics et les privés confondus, parce qu'ils ont des restrictions pour retirer de l'argent qui est resté bloqué et que le taux de change appliqué est de 1,40, loin du taux payé sur le marché libre. Ils revendiquent (en permanence et bruyamment) au nom du droit de propriété privée, soutenus par les médias. La Banque centrale continue à maintenir ces restrictions parce qu'elle craint une ruée vers le peso et les dollars, alors que les banques ne peuvent pas rembourser l'argent par manque de billets. Elle veut éviter ainsi une faillite en chaîne. Le paradoxe consiste en ce que toutes les mesures financières adoptées pendant la décennie 1990 pour favoriser la concentration et la pénétration des banques de capital étranger étaient justifiées par leur capacité à faire face rapidement et sans défaut aux demandes de leurs créanciers en mobilisant l'argent des maisons mères.

Les petites et moyennes entreprises souffrent, elles, pour des causes diverses : d'abord par la récession, et ensuite parce que maintenant il est plus difficile d'obtenir des crédits à des taux d'intérêt faibles, compte tenu du manque de liquidité.

ARGENTINE

Beaucoup de ces entrepreneurs ont été piégés dans le « *corralito* » et ne peuvent pas disposer de leur argent pour régler leurs achats, assurer le paiement des salaires, payer les impôts et leurs dettes.

Le secteur industriel est également affecté. La désindustrialisation (processus initié avec le coup d'Etat de 1976 et renforcé depuis 1991) avait rendu toutes les branches d'activité très dépendantes envers les importations des équipements et des matières premières. Le brusque arrêt des importations provoqué par la dévaluation freine la production par insuffisance de matières premières, de biens, intermédiaires et de pièces de rechange. Les importateurs se trouvent ainsi dans la situation de voir augmenter les prix de leurs produits devant une demande qui se rétrécit avec la récession qui frappe l'économie du pays depuis 1998. En plus de la récession, l'incertitude et l'instabilité les obligent à offrir des crédits avec des délais considérables et à un taux de change fixé actuellement, qui a toutes les chances d'augmenter au moment des recettes. Cette situation les incite à augmenter les prix, par précaution, avec un impact inflationniste. Théoriquement, la fermeture de l'économie aux importations étant donné la récession, le manque de devises et le nouveau taux de change, pourraient faire re-démarrer un processus de substitution des importations industrielles, mais cela prendra du temps et exigerait une politique publique spécifique.

Les banques ont actuellement des difficultés à cause de la forte différence entre les taux de change appliqués à leurs créditeurs et à leurs débiteurs. L'unique banque de grande dimension (Galicia) qui est restée dans les mains des capitalistes nationaux est en grave difficulté et tout fait prévoir qu'elle devra être vendue

ou fusionnée cette année. Compte tenu de l'importance du secteur financier, le gouvernement prépare une série de mesures pour compenser cette situation et éviter la faillite, la fermeture et/ou la délocalisation des banques étrangères. Aucune d'entre elles n'est maintenant en condition de permettre le retrait sans limites de tous les dépôts, comme le demandent les clients.

Auparavant, les entreprises de service privatisées avaient la possibilité légale de fixer les tarifs en dollars et de les ajuster selon le taux d'inflation nord-américain. Cela leur avait permis des taux de profits très élevés donnant lieu à des sorties de devises et des transferts vers les maisons mères. Les premières mesures du gouvernement Duhalde ont annulé – ou mis en attente – ces deux clauses ; des contrats de privatisations vont donner lieu à des pressions en vue d'une re-négociation, avec peut-être une actualisation régulée des tarifs fixés en pesos.

Les perdants sont enfin – *last but not least* – les salariés parce qu'ils ne peuvent pas gérer librement leurs dépôts bloqués par les banques tandis que le salaire nominal reste fixe et que l'inflation se déchaîne malgré la récession (4 % pour le mois de février). Ceux qui ont contracté des crédits, bien qu'ils soient « pesifiés » 1 à 1, verront augmenter leur endettement parce qu'il y aura un coefficient d'indexation selon l'inflation et en plus ils devront payer un sur-taux d'intérêt.

La pression des grands organismes internationaux

Le FMI a changé rapidement d'attitude envers l'Argentine en 2001, après une décennie d'accord avec la convertibilité. Le Fonds avait fourni d'importants crédits et des conseils de politique économique, dans un contexte d'étroites rela-

tions du président Menem avec le gouvernement des Etats-Unis. Les changements de la politique économique argentine dans un sens opposé aux désirs de la nouvelle direction du FMI, la rigidité du taux de change (convertibilité), et surtout l'incapacité à respecter à plusieurs reprises des engagements signés et à payer les dettes, ont durci sa position depuis quelques années. Pour libérer des fonds, dont l'Argentine a besoin pour éviter la faillite des banques et une nouvelle dévaluation, le FMI exige « comme préalable que le pays règle rapidement l'ensemble de ses problèmes » :

- une forte réduction du déficit fiscal au niveau national et surtout du déficit des provinces par la voie d'une forte diminution des dépenses (cela veut dire du nombre des salariés et de leurs rémunérations) ;

- une réforme fiscale pour augmenter les recettes et réduire de manière significative l'évasion (afin de disposer de manière régulière des fonds suffisants pour payer la dette externe) ;

- le libre flottement du dollar sans intervention directe de l'Etat ;

- la libération des dépôts bloqués par les banques, même si cela implique une restructuration du système financier et la faillite de quelques-unes ;

- une reprogrammation crédible du paiement de la dette externe après la déclaration du défaut (qui devrait se faire avec une réduction du capital et une diminution des intérêts) ;

- un plan économique de croissance soutenable.

Le gouvernement nord-américain ne cesse de critiquer les mesures de politique économique adoptées récemment, et qui ne sont pas totalement conformes aux postulats du FMI. Son avis favorable est

une condition préalable pour que le FMI décide d'octroyer une aide.

Vers la fin février et au début mars 2002, le gouvernement a réussi à satisfaire deux des exigences du FMI, après de difficiles négociations.

Un accord entre la nation et les provinces pour la co-participation aux impôts : les provinces ont accepté de s'engager à réduire sensiblement leur déficit et le gouvernement n'est plus obligé de transférer un minimum de fonds chaque année. Il y aura des transferts seulement s'il y a une augmentation des recettes fiscales. Cet objectif est difficile à atteindre, surtout dans une période récessive.

Le Congrès (avec l'appui des partis justicialiste, radical et une fraction du FREPASO mais avec l'opposition des partis de droite et de gauche) a approuvé le budget 2002, avec l'engagement d'une forte réduction du déficit par la réduction des dépenses malgré la prévision d'un taux d'inflation de 15 % et un taux de -5 % de diminution du PIB. Le FMI considère insuffisant le montant de réduction du déficit budgétaire et très optimistes les objectifs en matière de (dé-) croissance du PIB et d'inflation. Devant ses pressions et les conditions posées, il n'est pas à exclure que d'autres mesures d'ajustement soient décidées dans la période qui reste jusqu'à la nouvelle élection présidentielle.

Les organisations syndicales vont être confrontées cette année à d'importants défis : l'augmentation du taux de chômage, le redémarrage de l'inflation, l'impossibilité d'obtenir des augmentations salariales compensatrices, la réduction des salaires nominaux dans le secteur public, surtout dans les provinces et les municipalités. Les dotations budgétaires et

ARGENTINE

de nouveaux impôts, que le gouvernement se propose d'appliquer aux entreprises ayant fait de gros profits en 2001, devraient permettre d'aider les chômeurs et quelques catégories spécifiques de la population active dans le cadre d'un contrôle renforcé pour éviter le clientélisme

et le détournement des fonds de la part de ceux qui gèrent des plans *Trabajar*.